

## CHINE

La croissance a fléchi quelque peu en 2014 dans le contexte du processus de correction en cours sur le marché de l'immobilier et de l'atonie de la demande qui en résulte dans les secteurs d'amont. Les autorités ont adopté une série de mesures destinées à soutenir la croissance, et l'investissement dans les infrastructures et le logement social devrait s'accélérer pour satisfaire les besoins d'urbanisation. La croissance devrait continuer à fléchir légèrement au cours des deux années et être ramenée à 7 % environ. L'excédent des paiements courants devrait augmenter un peu, pour atteindre environ 2.75 % du PIB.

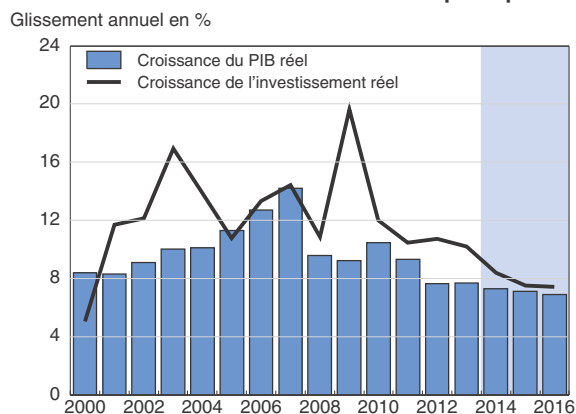
Le ralentissement devrait réduire les déséquilibres et ne met pas en péril la création d'emplois, qui reste dynamique sur fond d'expansion du secteur des services. De fait, toute tentative de stimuler la croissance ne ferait que prolonger le processus de correction et aggraver un endettement déjà élevé, la mauvaise affectation du capital et l'accumulation de créances douteuses. Les garanties implicites devraient être supprimées et il faudrait soumettre les petites entreprises à des obligations plus strictes en matière de publication et de communication d'informations, afin d'améliorer leur accès au crédit bancaire.

### Le ralentissement de la croissance se poursuit

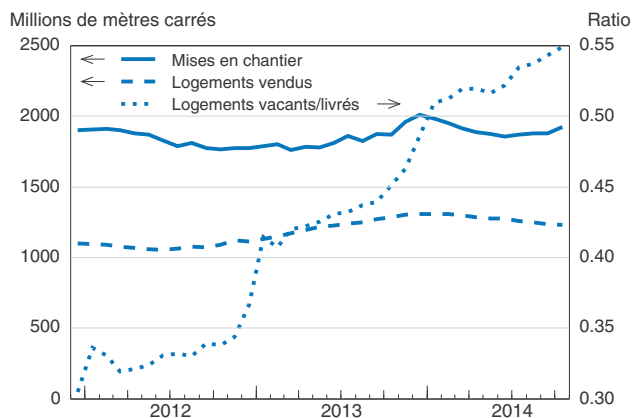
La croissance du PIB a fléchi tandis que le processus de correction du marché immobilier s'accélérait au cours de l'année 2014. Les ventes ont diminué davantage que les mises en chantier de logements, ce qui a fait grimper les taux de logements vacants à des points hauts historiques. L'importance des stocks de biens immobiliers d'habitation fait baisser leurs prix, en particulier dans les villes de troisième et quatrième rangs. Dans les villes de premier rang, les prix sont montés à des niveaux très élevés par rapport aux revenus disponibles. La faiblesse de l'investissement immobilier exacerbe les problèmes de surcapacités dans les secteurs d'amont tels que la sidérurgie, la cimenterie et l'industrie du verre plat. L'atonie de la consommation s'explique également par une réduction des frais de déplacement et de restauration des organismes

### Chine


La croissance s'est tassée en raison du ralentissement de son moteur principal



La part des logements vacants augmente



Source : CEIC ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172632>


## Chine : Indicateurs macroéconomiques

	2012	2013	2014	2015	2016
Croissance du PIB réel	7.7	7.7	7.3	7.1	6.9
Déflateur du PIB (% de variation)	2.0	1.7	1.0	1.7	2.0
Indice des prix à la consommation (% de variation)	2.6	2.6	2.1	2.6	3.0
Solde budgétaire (en % du PIB) <sup>1</sup>	-0.2	-0.6	-1.1	-1.3	-1.3
Balance des opérations courantes (en % du PIB)	2.6	2.0	2.4	2.8	2.8

Note : Les données relatives au PIB et à l'inflation sont des pourcentages de variation par rapport à la période précédente.

1. Sur la base des comptes nationaux qui inclue la sécurité sociale et les extra-budgétaires et le budget consolidé.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173392>

publics, et par la faiblesse des dépenses liées au logement. La création d'emplois reste néanmoins vigoureuse, grâce à l'expansion du secteur des services, qui se caractérise par une intensité d'emploi plus élevée que le secteur manufacturier.

### Les pressions désinflationnistes se sont accentuées

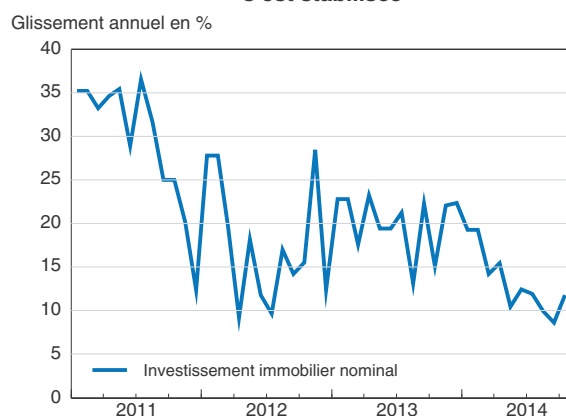
L'inflation hors produits alimentaires reste modérée, les prix des intrants et des extrants industriels continuant de diminuer, malgré les pénuries de main-d'œuvre et la forte croissance des salaires qui en découle. Quant à l'inflation globale, elle s'est établie ces derniers temps nettement en deçà de 2 %, du fait de la faiblesse des prix des produits alimentaires frais.

### Des mesures monétaires de relance soutiennent la croissance

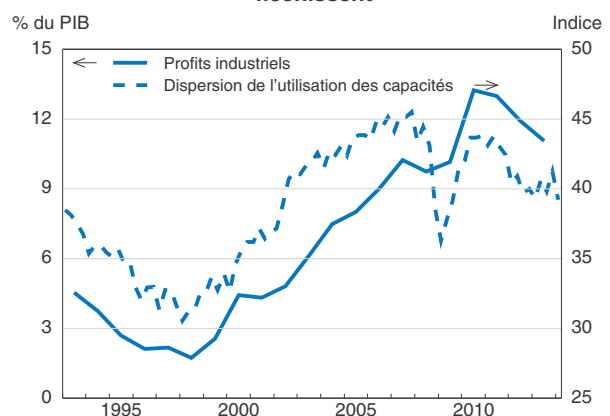
Le ralentissement marqué de l'activité économique survenu au début de 2014 a débouché sur l'adoption d'une série de mesures de relance à petite échelle, aboutissant tout récemment à une réduction sensible des taux directeurs. Les coefficients de réserves obligatoires ont été réduits

## Chine


### La croissance de l'investissement immobilier s'est stabilisée



### L'utilisation des capacités et les profits fléchissent



Source : CEIC ; et Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.


StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933172646>

## Chine : Indicateurs extérieurs

	2012	2013	2014	2015	2016
	Miliards de \$				
Exportations de biens et services	2 248.3	2 425.0	2 553.8	2 765	2 975
Importations de biens et services	2 016.5	2 189.6	2 266.6	2 404	2 581
Balance commerciale	231.8	235.4	287.2	360	394
Solde des invisibles	- 16.5	- 52.6	- 50.0	- 57	- 57
Balance des opérations courantes	215.4	182.8	237.2	303	336
	Pourcentages de variation				
Exportations de biens et services en volume	5.3	8.6	6.2	7.9	6.9
Importations de biens et services en volume	6.3	10.7	5.5	5.5	6.6
Résultats à l'exportation <sup>1</sup>	1.8	5.8	3.6	3.2	1.0
Termes de l'échange	2.8	1.3	1.0	- 0.2	0.0

1. Rapport entre le volume des exportations et le marché à l'exportation pour les biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 96.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933173405>

pour les banques rurales et les petits établissements financiers au service des petites entreprises, de même que les taux débiteurs appliqués à cette catégorie d'entreprises. Par ailleurs, les autorités ont permis une baisse sensible du taux des prêts hypothécaires. En conséquence, les dispositions applicables aux crédits hypothécaires ont été assouplies pour les acquéreurs d'un second logement. De plus, de nouveaux instruments de politique monétaire visant les grandes banques ont permis de doper la liquidité, d'où un repli des taux du marché monétaire, mais les taux débiteurs accordés aux petites entreprises privées demeurent élevés et celles-ci ne bénéficient que d'un accès limité aux prêts. À la fin de novembre, les autorités ont abaissé de respectivement 25 et 40 points de base les taux de dépôt et créditeurs à un an, tout en donnant aux banques plus de flexibilité pour fixer les taux de rémunération des dépôts. Un durcissement des contraintes budgétaires imposées aux entreprises d'État exercerait un effet d'attraction sur les emprunteurs privés et contribuerait à la résorption des capacités excédentaires. Des procédures de résolution ordonnée des défaillances des structures immobilières et des structures fiduciaires liées aux administrations infranationales aiguës seraient la perception des risques.

### Le taux de change du yuan s'est redressé après un bref fléchissement

Le yuan s'est redressé après un bref épisode de dépréciation au début de 2014, où ses marges de fluctuation quotidienne ont été élargies dans le cadre d'une série de mesures destinées à contrer la spéculation, à renforcer la convertibilité du compte de capital et à internationaliser davantage la monnaie chinoise.

### Des mesures budgétaires ont été prises pour soutenir la croissance

Les récentes mesures budgétaires prises pour soutenir la croissance ont notamment consisté à accélérer les investissements dans les infrastructures urbaines et le logement social. Le déficit budgétaire devrait se creuser quelque peu pendant la période 2014-2016, mais la dette publique brute globale – incluant celle des administrations infranationales – devrait toujours représenter environ 50 % du PIB

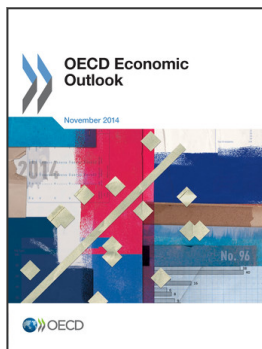
(sachant que la dette de l'administration centrale représente environ 20 % du PIB). La révision de la loi de finances intervenue en août 2014 marque un tournant vers le rétablissement de la viabilité des finances publiques. Elle donne en effet la possibilité aux administrations infranationales d'émettre des dettes, ce qui permettra de réduire les asymétries d'échéances et les coûts de financement. Un risque reste cependant entier : celui qui découle de la prolifération de fonds créés par les ministères. Il faudrait que ces fonds soient plus transparents et que leurs recettes soient versées au budget.

### **La croissance ralentit**

La croissance devrait ralentir sur la période 2015-2016 du fait de la résorption des surcapacités dans le secteur immobilier et dans certains secteurs industriels. L'essoufflement de la croissance de l'investissement dans ces secteurs freinera les importations de produits de base. La consommation en revanche restera relativement tonique, ce qui alimentera l'inflation globale.

### **Les risques sont orientés à la baisse**

Les risques sont essentiellement orientés à la baisse. L'ajustement du marché immobilier pèse sur la croissance, et pourrait se révéler plus difficile que prévu, mais tout report de ce processus de correction ne ferait que déboucher sur l'accumulation d'autres facteurs de vulnérabilité et produire des effets d'éviction sur des investissements plus productifs. Un autre risque à la baisse tient au ralentissement de la croissance des recettes infranationales liées à l'immobilier, qui pourrait entraîner une contraction des dépenses d'investissement. De plus, l'activité du système bancaire parallèle s'est développée très rapidement, même si le rythme de son expansion est désormais sous contrôle. Néanmoins, une reprise mondiale plus forte que prévu stimulerait les exportations, l'investissement et la croissance. Par ailleurs, des augmentations rapides du revenu disponible de la population rurale pourraient se traduire par une consommation supérieure aux prévisions.



Extrait de :  
**OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2**

Accéder à cette publication :  
[https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-en](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-en)

**Merci de citer ce chapitre comme suit :**

OCDE (2014), « Chine », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2014 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: [https://doi.org/10.1787/eco\\_outlook-v2014-2-9-fr](https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2014-2-9-fr)

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à [rights@oecd.org](mailto:rights@oecd.org). Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) [info@copyright.com](mailto:info@copyright.com) ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) [contact@cfcopies.com](mailto:contact@cfcopies.com).